

**INTERPELLATION DE M. PHILIPPE
CLOSE**

**À MME CÉCILE JODOGNE,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE,
CHARGÉE DU COMMERCE
EXTÉRIEUR ET DE LA LUTTE
CONTRE L'INCENDIE ET L'AIDE
MÉDICALE URGENTE,**

**concernant "les relations bilatérales et
commerciales avec la Tunisie".**

M. e président.- La parole est à Mme Jodogne.

Mme Cécile Jodogne, secrétaire d'État.- Je me doutais bien que les récents événements allaient

donner une tonalité différente à votre interpellation. Entre le dépôt de cette question et ce jour, nous avons eu à déplorer un nouvel attentat à Tunis, le 24 novembre dernier. Bamako a également connu un attentat, comme vous l'avez rappelé. Nous n'allons cependant pas dresser la liste des attentats que la Tunisie a subis cette année. Le prix Nobel de la paix remis au Quartet, qui m'a personnellement énormément réjoui, constitue une lueur d'espoir. Les réactions qu'il a suscitées dans le monde sont elles aussi porteuses d'espoir.

La Région bruxelloise n'est pas compétente pour l'évaluation des risques. Nous ne pouvons intervenir sur les décisions du SPF Affaires étrangères quant à l'évaluation des dangers dans l'un ou l'autre pays. Les voyages vers la Tunisie sont en effet toujours déconseillés actuellement. Ces recommandations influencent peu les voyages d'affaires, mais fortement le tourisme, ce qui a des conséquences dramatiques sur l'économie tunisienne.

Dans le cadre de mes compétences, il me tient à cœur de valoriser et de développer les relations économiques avec la Tunisie. Un important jalon dans ce sens sera posé l'année prochaine. À ma demande expresse, une mission se tiendra en 2016, probablement début octobre. J'aurais voulu qu'elle s'organise plus tôt. J'avais déjà pris des contacts au mois de juillet. Malheureusement, cela ne s'est pas fait à ce moment-là, notamment à la demande expresse de la Tunisie. Mon agenda d'automne ne me permettait pas de l'organiser.

Par ailleurs, sur les quelque 4.400 entreprises exportatrices recensées par nos services, 10% indiquent la Tunisie comme pays d'intérêt. Cela démontre un réel potentiel de croissance et surtout, je l'espère, un succès pour notre future mission.

Par rapport à votre question sur l'actualisation du site internet, certaines données datant en effet encore de 2012 ou de 2014, je vous accorde qu'il serait intéressant d'actualiser plus régulièrement les fiches pays.

Notre présence, sous le nom de BIE, se fait à Tunis par le biais d'un représentant de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (AWEX). Les attachés économiques et

commerciaux doivent actualiser les fiches pays. Nous ferons la remarque pour ce qui concerne la Tunisie, d'autant plus que l'annonce de la mission en 2016 rend plus indispensable encore l'actualisation des nouvelles données.

Nous disposons tout de même de quelques chiffres. Malheureusement, la croissance observée ces dernières années dans l'économie tunisienne est retombée. Pour 2015, on annonce 2,5% de croissance. Le Forum économique mondial a malheureusement considérablement dégradé son analyse de la compétitivité du pays.

Dans le contexte actuel, la Tunisie, qui était au 32^e rang, est passée au 87^e rang. Les chiffres ne sont donc pas bons et la désaffection touristique liée au contexte sécuritaire difficile affecte durement l'économie tunisienne.

Malgré cela, les exportations bruxelloises vers la Tunisie continuent à augmenter. Les secteurs concernés par ces exportations qui ont doublé ces quatre dernières années - principalement dans le domaine textile - seront les cibles des entreprises que nous convoquerons pour cette mission. Cela étant, c'est l'exportation de services qui retiendra surtout notre attention. La demande en la matière est très grande en Tunisie et le but est d'aider ce pays à mettre en place une économie plus ouverte et concurrentielle, avec un secteur privé plus fort.

J'aimerais conclure en vous disant que je partage votre affection, votre souci et votre volonté de soutien de la Tunisie. Je précise que je tiens à présider cette mission en Tunisie. Dans ce cadre, il existe d'autres pays dans cette région dont il est important de soutenir les efforts pour maintenir la paix, développer l'économie au bénéfice des citoyens et s'inscrire dans un processus démocratique. À ce titre, je citerai la Jordanie et le Liban, qui connaissent également des situations très difficiles.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé l'été dernier d'incorporer la participation ministérielle à la mission Jordanie-Liban prévue début octobre. C'est afin de présider cette mission tripartite et de marquer ainsi clairement notre soutien à ces deux pays que je me suis rendue à Amman et à Beyrouth. Certes, cela s'est fait également au bénéfice des entreprises bruxelloises, flamandes et wallonnes qui étaient présentes, mais il était

important pour moi d'apporter ce soutien politique.

La situation de Bruxelles a déjà été discutée au gouvernement la semaine dernière. Je l'ai d'ailleurs rappelé lors des discussions budgétaires. C'est l'ensemble des ministres bruxellois, dans chacune de leurs compétences où cela a du sens, qui seront attentifs. Nous allons travailler à développer et à revaloriser l'image de Bruxelles au niveau touristique, mais aussi au niveau économique global. C'est un défi très important qui nous attend dans les mois à venir.